

vernement de M. Arias Navarro qui se bornent à adapter et ajuster le système institutionnel aux exigences d'une nouvelle situation, à l'appareil juridico-institutionnel du régime franquiste toujours en place, aux lois anti-terroristes qui demeurent en vigueur de même que celles liées aux libertés d'organisation, de déclaration . . . Dès lors, l'oligarchie qui entend maintenir le régime autoritaire fait face à une situation difficile, car son unique issue serait un changement; or, changer les structures du système c'est se heurter à d'énormes difficultés. Il n'y a pas de secteur où les contradictions et les difficultés soient plus concrètes et plus profondes. Les événements récents de Madrid, Pampelune, Barcelone . . . montrent l'existence d'un écart entre ce que la loi autorise et ce que le gouvernement permet. Il existe une rupture de facto, sur les plans juridique et institutionnel, entre les tentatives de répression et celles de tolérance.

Hésitations du gouvernement

A l'heure actuelle, peu d'indices favorables à une transformation du franquisme en une démocratie même «limitée» peuvent être mis en évidence. L'élection des 41 présidents des *députaciones provinciales* s'est effectuée à partir de listes uniques; il y a eu reconduction de presque tous les gouverneurs civils dans leurs fonctions, militarisation des fonctionnaires des postes, télégraphes et téléphones (PTT) et des employés de chemins de fer, domination du conseil national du mouvement par les chefs phalangistes (futur sénat); on a tenu, il est vrai, une élection partielle du Cortés mais son efficacité politique est pratiquement nulle; enfin, la réforme Carbonellas a été remise au fond du tiroir . . . En fait, le pragmatisme politique pratiqué par l'actuel gouvernement a laissé le temps aux ultras et aux conservateurs de renforcer leurs positions et leurs alliances. Mais, simultanément, devant l'évolution de l'ensemble de la société, le régime ne peut se fermer davantage, poursuivre les méthodes de répression, continuer à pratiquer une politique «de fuite en avant» du développement national, telle que celle que l'Espagne a connue depuis 1957, sans déclencher les «difficultés d'être» de l'ensemble des communautés nationales qui forment l'État espagnol. Le voilà, cantonné dans l'immobilisme à un moment où le pays doit faire face à de graves problèmes économiques.

Pays de 35 millions d'habitants, l'Espagne vient au dixième rang des nations industrielles, au premier rang pour le tourisme, au sixième rang pour la construction navale, au neuvième pour les in-

dustries de transformation métallique; le revenu par tête d'habitant est de 2 500 \$, ce qui la place au premier rang des pays de l'Europe méditerranéenne. Cependant, affectée par la crise économique mondiale, elle compterait actuellement, selon l'opposition, un million de chômeurs; selon les données officielles plus de 300 000. L'inflation, dont le taux aurait été de 25 p. cent en 1975, la dévaluation de la peseta, la dette à l'exportation, qui a atteint un «sommet» historique malgré des réserves non négligeables d'or et de devises au regard du commerce extérieur, sont des signes du malaise économique actuel. En d'autres termes, l'Espagne, dont l'expansion économique est relativement récente, reste très sensible à la conjoncture internationale; les rouages et mécanismes de sécurité y sont bien inférieurs à ceux des grands pays industriels du monde capitaliste. Les trois «pivots» du miracle économique — tourisme, rapatriement de fonds par les émigrés, investissements étrangers — ont été touchés par la «stagflation» et restent sensibles au climat d'incertitude politique. Bien que les garanties politiques semblent encore attirer les investisseurs étrangers (exemple: Ford à Valence), les mouvements sociaux sont de plus en plus fréquents et de plus en plus violents. La violence répressive avec laquelle le régime a répondu aux affirmations des nationalistes et aux exigences de libertés démocratiques amène inévitablement une contre-violence politique dont la lutte armée de l'ETA (Organisation révolutionnaire basque), les attentats du FRAP (Front révolutionnaire antifasciste et patriote), les méthodes terroristes des polices parallèles et des groupes incontrôlés sont les manifestations les plus connues.

Dissensions chez les conservateurs

Ce désordre est un indice de l'échec politique du Caudillo et de son successeur. A l'heure actuelle, on peut considérer qu'une partie importante de la faction conservatrice commence à revendiquer une plus grande indépendance à l'égard du régime. C'est le cas du groupe «TACITO» regroupant des membres de l'Association catholique nationale de propagandistes (ACNP) dont les chefs de file sont M. Oreja, José L. Alvarez et A. Ossorio. C'est le cas de la «finance» articulée autour de grandes banques privées, contrôlant directement ou indirectement toute la vie financière du pays et une large partie de son activité industrielle. (Ce phénomène apparaît assez nettement depuis la démission de M. Barrera de Irinio, du poste de ministre des finances. Il est vrai que des contacts existaient déjà entre le patronat et la plupart